

Promouvoir l'égalité entre les sexes dans les nouvelles modalités de l'aide et les nouveaux partenariats

Document de réflexion d'UNIFEM — mars 2006

Introduction

Tandis que des efforts sont déployés pour atteindre en 2015 au plus tard les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), les pays développés comme les pays en développement se sont engagés en faveur de nouveaux partenariats et de nouvelles modalités de l'aide, conçus pour que l'aide soit conforme aux priorités de développement déterminées au niveau national, pour mettre en commun les diverses sources d'aide pour un concours direct au budget national ou en faveur de secteurs particuliers, et pour assurer une plus grande stabilité et une plus grande prévisibilité des apports d'aide. La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide¹ résume les principes et les indicateurs de progrès dont sont convenus les pays donateurs membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE) et les pays en développement qui sont leurs partenaires.

L'égalité entre les sexes et la problématique de l'efficacité de l'aide

L'égalité entre les sexes est une condition essentielle de la réalisation des OMD et autres objectifs de développement, de sorte qu'il est important de s'assurer que les structures de l'aide comportent bien un suivi des progrès faits vers l'égalité entre les sexes. En fin de compte, la situation sur le plan de l'égalité entre les sexes sera un indice important de l'efficacité de la nouvelle approche suivie en matière de fourniture de l'aide et de coopération.

Pour concourir vraiment à l'égalité entre les sexes, la nouvelle architecture de l'aide doit comprendre :

- Un financement adéquat des programmes répondant aux besoins des femmes;
- Des systèmes de reddition de comptes des gouvernements et des donateurs, afin de pouvoir suivre et améliorer leur contribution à l'égalité entre les sexes;
- Des évaluations des progrès réalisés, des analyses de la performance et des indicateurs de l'efficacité de l'aide qui soient sensibles à la problématique de l'égalité entre les sexes.

La présente note est un des résultats de la consultation internationale organisée à Bruxelles en novembre 2005 par le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et la Commission européenne². Elle recense un ensemble initial de conditions à observer pour que l'égalité entre les sexes figure bien en bonne place dans la recherche de l'efficacité de l'aide. La présente note est conçue pour les responsables des politiques de l'aide qui s'adaptent actuellement aux nouvelles modalités de l'aide, comme par exemple les analystes et décideurs des ministères des finances, du plan ou de la

condition féminine, les défenseurs des droits des femmes aux niveaux national, régional et international, et les responsables des organismes bilatéraux et multilatéraux de développement, par exemple les coordonnateurs résidents des Nations Unies.

Les principes du Nouvel Agenda de l'aide

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide a été conçue pour donner suite au Consensus de Monterrey³ et au Sommet du G8. Elle appelle les donateurs à accroître leur aide et à adopter des mesures concrètes dont les effets pourront être suivis pendant que s'appliqueront les réformes introduites dans la fourniture et la gestion de l'aide. La Déclaration de Paris a établi des objectifs d'efficacité de l'aide et des indicateurs de progrès qui ont été entérinés par les États Membres lors du Sommet mondial tenu aux Nations Unies en septembre 2005.

La Déclaration de Paris et les directives qu'elle comporte énoncent les principes de cette nouvelle démarche :

Appropriation : Les pays en développement partenaires exercent sur leurs politiques et stratégies de développement un contrôle effectif et coordonnent l'action de développement.

Alignement des donateurs : Les donateurs font reposer l'ensemble de leur concours au développement national de leurs partenaires en développement sur les stratégies, les institutions et les procédures propres à ceux-ci, et lient le financement à un cadre unique de conditions ou à un ensemble gérable d'indicateurs qui découlent de la stratégie de développement du pays partenaire. Cela implique aussi que l'on élargisse la tendance à passer de l'aide-projet ou aide-programme à des concours budgétaires généraux ou sectoriels directs, pour assurer une bonne synthèse du soutien aux stratégies de réduction de la pauvreté et à la réalisation des priorités de développement.

Harmonisation : Les donateurs font en sorte que leurs décisions soient mutuellement compatibles, plus transparentes et, collectivement, plus efficaces. Cela comprend une rationalisation de leurs activités, une plus grande prévisibilité de leur aide, une réglementation des conditionnalités et une augmentation du volume de l'aide pour le porter à un niveau compatible avec la réalisation des objectifs de développement.

Résultats : Les modalités de gestion et de mise en œuvre de l'aide doivent viser avant tout les résultats.

Obligations redditionnelles mutuelles : Les donateurs et les pays partenaires doivent mutuellement rendre des comptes quant aux résultats de développement obtenus, par des systèmes, des procédures et aussi des capacités dans les pays donateurs et les pays bénéficiaires qui permettent de mesurer la performance de l'aide.

Principales modalités de la conception et de la fourniture de l'aide, dans la nouvelle architecture de l'aide

Concours budgétaires

Les concours budgétaires sont une aide financière qui contribue à l'équilibre budgétaire général. Les fonds peuvent être nominalement affectés à certains secteurs mais il n'y a pas de règles formelles limitant l'affectation des fonds dans le budget du pays partenaire.

Approches sectorielles

Ce sont celles que suivent les donateurs pour concourir au développement d'un secteur entier, dans un pays donné : santé, éducation, agriculture, par exemple, plutôt que par une aide à des projets précis.

Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

Les DSRP ont été introduits par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international comme condition préalable que leurs clients les plus pauvres et les plus endettés doivent remplir pour pouvoir emprunter. Ces documents présentent les principaux problèmes que rencontre le pays concerné dans sa lutte contre la pauvreté. Les DSRP sont normalement rédigés par le gouvernement du pays bénéficiaire à la faveur d'un processus participatif national, en consultation avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Corbeille financière

C'est une modalité de financement commun par laquelle plusieurs donateurs apportent une contribution au financement d'un programme, d'un secteur ou à l'équilibre budgétaire du pays. Cette modalité implique que les donateurs se mettent d'accord sur des procédures harmonisées.

L'égalité entre les sexes dans la nouvelle architecture de l'aide au développement — perspectives et risques

Comme tout autre groupe social, les femmes ont sans doute beaucoup à gagner à de nouvelles modalités de l'aide au développement qui soutiennent une stratégie de développement effectivement contrôlée par le pays aidé et par des systèmes de reddition de comptes qui permettent de suivre les progrès accomplis. L'un des avantages attendus de la nouvelle architecture de l'aide, le caractère prévisible des apports d'aide, peut également faire avancer l'égalité entre les sexes en encourageant des activités qui favorisent cette égalité à long terme, mais risque de ne pas avoir de résultats immédiats. Des réformes institutionnelles attentives à la problématique de l'égalité entre les sexes, par exemple, prennent du temps, et il en va de même de la modification des attitudes et de la sensibilisation du public. Cependant, les femmes ne profiteront des nouvelles modalités de l'aide que si l'égalité entre les sexes est expressément reconnue comme un élément indispensable de la réduction de la pauvreté et du développement national. En outre, les femmes doivent être pleinement représentées dans les instances de décision et, à égalité avec les hommes, figurer parmi les « catégories de public » que visent les différentes administrations.

La Déclaration de Paris et les directives, indicateurs et plans d'action qui s'y rapportent, mettent en avant les processus qui assureront l'appropriation nationale de l'aide, l'harmonisation et l'alignement des apports d'aide et

l'analyse de l'impact de l'aide. Mais ces principes directeurs ne spécifient pas le contenu des priorités de développement. Il y a une exception : une volonté de mener à bien des études d'impact sur l'environnement (dans leurs relations avec des questions de santé publique et des questions sociales). En dehors de cela, il n'est prévu aucune mesure pour promouvoir l'égalité entre les sexes ou la défense des droits de la personne humaine. Alors que la viabilité environnementale a bien été reconnue comme un élément structurel du développement économique et humain, la position centrale de la problématique de l'égalité entre les sexes, pour une bonne efficacité du développement, n'est pas expressément reconnue dans les études d'impact ou autres mesures.

Il existe bien entendu une contrainte générale sur le contenu ou l'orientation des dépenses de développement dans les pays bénéficiaires de l'aide : toute aide doit contribuer aux OMD. Si l'OMD 3 vise bien l'égalité entre les sexes, les gouvernements ont tendance à se borner, pour cet objectif, à la cible la plus facilement mesurable : la résorption de la disparité entre les sexes dans l'éducation⁴. Beaucoup d'autres éléments pourtant essentiels de la lutte pour l'égalité entre les sexes sont passés sous silence.

Un examen plus attentif des principaux éléments de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide révèle l'existence de plusieurs domaines de préoccupation mais aussi de perspectives intéressantes quant à leurs implications pour la participation des femmes et la marche vers l'égalité entre les sexes.

Appropriation

Les femmes s'intéressent, de longue date, à la planification du développement national dans beaucoup de pays du monde, et ont participé à un débat, chaque fois qu'elles l'ont pu, sur des priorités nationales. Cependant, certaines études montrent que les plans de développement national, les stratégies de réduction de la pauvreté et autres grands documents de planification méconnaissent parfois la nécessité d'inclure, de façon adéquate, des objectifs en matière d'égalité entre les sexes⁵. Les plans nationaux d'action pour la promotion de la femme (qui existent désormais dans plus de 120 pays) sont encore trop rarement intégrés dans le plan de développement national, et il n'y a pas non plus de crédit pour les appliquer dans le budget des pays.

[La place faite à l'appropriation par le pays, dans les nouvelles relations en matière d'aide, offre pourtant l'occasion rêvée, pour les pays en développement comme pour les pays donateurs, de s'assurer que les femmes ont bien un rôle essentiel à jouer dans la formulation des besoins des femmes, et dans la recherche des politiques les plus indiquées.](#)

Une véritable appropriation, par les femmes, des processus de développement national suppose un investissement concerté dans l'augmentation des capacités d'analyse des femmes elles-mêmes, des capacités d'analyse des problèmes de la parité des sexes chez les décideurs eux-mêmes, et l'appui des donateurs. En Ouganda, le Plan d'action pour l'élimination de la pauvreté de 1997 ne faisait pas la place voulue aux problèmes prioritaires des femmes et dans sa première révision en 2000 cette place était toujours insuffisante. Cela a amené des fonctionnaires du Ministère de la condition féminine, du travail et du développement social, et des fonctionnaires du Ministère des finances, du plan et du développement économique, à chercher à mobiliser les femmes dans la société civile et aussi leurs collègues d'autres ministères, pour créer une Équipe de la condition féminine du Plan d'action pour l'élimination de la pauvreté. Avec l'aide de la coopération britannique (DFID), cette équipe a préparé une deuxième révision du Plan d'action, en 2004, en analysant l'impact des inégalités entre les sexes sur la croissance économique et en faisant figurer des critères à respecter en matière de promotion de la femme dans le dialogue entre le gouvernement, la Banque mondiale et d'autres donateurs d'un concours budgétaire direct⁶. Pourtant, il est regrettable qu'il ait fallu sept ans pour qu'une stratégie de réduction de la pauvreté attentive aux sexospécificités apparaisse finalement, même dans un pays où le mouvement féministe intérieur est à la fois divers et robuste et où les donateurs étaient prêts à apporter leur appui. Ainsi, les évaluations du degré d'appropriation nationale de l'aide qui ne cherchent pas à déterminer dans quelle mesure les perspectives et les priorités des femmes se reflètent bien dans les plans de

développement national se traduiront inéluctablement par une forme d'appropriation de l'aide défavorable aux femmes.

Alignement des donateurs

Par le concours budgétaire direct, les donateurs cherchent à affecter leur aide aux différents secteurs de l'action de l'État qui figurent dans le budget du pays. Or, des indices suffisants montrent que les priorités de l'égalité entre les sexes sont bien peu pris en compte de manière systématique dans les plans de développement national (donc dans le budget du pays), ce qui donne à craindre que cet alignement aura pour effet que les priorités nationales financées par le concours budgétaire direct ou par des appuis sectoriels ne répondront pas adéquatement aux priorités de l'égalité entre les sexes.

Cet alignement des donateurs a jusqu'à présent été examiné principalement dans ses conséquences sur les apports d'aide au niveau national. Mais comme la tendance est partout à la décentralisation, on ne voit pas clairement comment cet alignement affectera l'apport de fonds d'aide aux collectivités locales, ou quelles dispositions sont prévues pour garantir que les transferts fiscaux entre niveaux d'administration reflètent bien les apports d'aide. Dans la perspective de l'égalité entre les sexes et de la réduction de la pauvreté cela est une question importante car le niveau des flux financiers, apportés aux collectivités locales, a un impact important sur les ressources disponibles pour les groupes défavorisés ou socialement exclus. Les indicateurs de l'efficacité de l'aide figurant dans la Déclaration de Paris ne mesurent pas le caractère adéquat de l'apport des ressources aux collectivités locales. Non seulement il faut à cette fin des indicateurs, mais pour que ces indicateurs soient attentifs aux sexospécificités ils doivent inclure une évaluation de l'efficacité avec laquelle les dépenses publiques locales permettent de répondre aux besoins des femmes.

En ce qui concerne le passage progressif de l'aide-projet au concours budgétaire sectoriel, jusqu'à présent, l'expérience acquise a concerné surtout l'application de l'approche sectorielle aux secteurs de la santé et de l'éducation. Certaines études de l'approche sectorielle dans ces deux secteurs ont constaté que ces approches ne systématisaient pas la prise en compte des sexospécificités, le problème de la condition féminine étant encore souvent ajouté après coup, et non pas inclus d'emblée dans les stratégies de progrès institutionnel⁷. De plus, alors que, depuis de nombreuses années déjà, les analyses de la problématique de la condition féminine montrent que les femmes sont profondément touchées par les structures de dépenses dans d'autres secteurs — comme la justice, la police, la sécurité publique, l'équipement rural et urbain, les transports, etc. — bien rares sont les efforts faits pour déterminer

l'effet des dépenses publiques, dans ces secteurs, sur les différents groupes sociaux, et notamment les femmes. Il existe donc un risque que l'alignement de l'aide sur les priorités telles qu'elles ressortent du budget du pays n'exacerbe l'insuffisance des dépenses publiques dans les secteurs qui pourraient avoir un impact sur l'égalité entre les sexes — des secteurs qui, autrement, pourraient profiter d'une aide financière extérieure.

L'alignement de l'aide implique aussi que l'on connaisse les secteurs prioritaires dans les plans de développement national en matière de création de capacités techniques et institutionnelles. L'élément central de la plupart des accords d'aide portant sur un concours budgétaire direct est l'appui coordonné des donateurs à la réforme du secteur public — en fait, la création de capacités dans la fonction publique pour une bonne gestion des affaires publiques, afin de produire ce que la Déclaration de Paris appelle « des systèmes nationaux fiables » de gestion financière et de passation des marchés de l'État.

Cela offre une occasion exceptionnelle de s'assurer que les efforts visant à améliorer l'efficacité du secteur public et à lutter contre la corruption, prévoient bien aussi des incitations à rendre les acteurs du secteur public plus attentifs à la situation des femmes, et de prévoir des normes et un suivi de la performance permettant de mesurer et de récompenser les efforts qui cherchent à répondre aux besoins des femmes.

Il n'y a pas beaucoup d'exemples de tentatives de réformer le secteur public et d'améliorer la gouvernance qui intègrent systématiquement la problématique de l'égalité entre les sexes. La création de capacités, à cet égard, tend à se borner à des mesures différencialistes visant à recruter en plus grand nombre des femmes dans la fonction publique ou à former les femmes qui constitueront le personnel des mécanismes nationaux de promotion de la femme et des services de promotion de la condition féminine dans d'autres ministères.

Cependant, on constate ça et là des exemples d'une amélioration de la pratique à cet égard. Par exemple, en 2004, le PNUD, au Mozambique, a apporté un appui technique à la prise en compte systématique des sexospécificités dans le Groupe de réforme du secteur public. À cette occasion, le PNUD a soutenu le Groupe de coordination de la promotion de la femme en apportant des conseils sur cette question durant l'examen commun, par le gouvernement et par les donateurs, du Programme de réforme du secteur public⁸. De même, des partenariats entre UNIFEM et les ministères des finances de pays comme l'Inde, le Maroc, le Sénégal, l'Équateur et le Népal, portant sur une budgétisation ventilée par sexe marquent également une évolution qualitative qui va dans le sens d'une prise en compte systématique et effective de la problématique de l'égalité entre les sexes dans la budgétisation du secteur public.

La création de capacités doit prendre une forme nouvelle, à deux égards, pour promouvoir réellement l'égalité entre les sexes, dans un souci d'efficacité et de probité :

1. La réforme du secteur public doit intégrer la prise en compte des sexospécificités dans la révision des systèmes d'incitation, dans la mesure des performances et dans les systèmes de suivi⁹.
2. La création de capacités des administrations s'occupant de faire progresser la condition féminine (notamment les mécanismes nationaux de promotion de la femme) doit attirer des ressources sensiblement plus importantes qu'à ce jour, l'accent étant mis sur la création de compétences d'analyse macroéconomique sensible aux sexospécificités, de façon que ces entités soient mieux à même d'influer sur les processus nationaux de planification.

Harmonisation

Le principe de l'harmonisation engage les donateurs à se mettre d'accord sur une conception commune de la gestion de l'aide et sur l'élimination de la surenchère dans les conditionnalités. Étant donné les coûts de transaction que la diversité des conceptions des donateurs et les exigences en matière d'établissement de rapports imposent aux pays en développement, l'harmonisation est certainement bienvenue. Mais pour que l'égalité des sexes survive bien comme élément essentiel des conceptions ainsi harmonisées, les donateurs doivent fermement s'engager à systématiser la prise en compte des sexospécificités. Un certain nombre d'évaluations récentes de la performance des organismes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement dans ce domaine donnent à craindre que cela ne soit pas le cas¹⁰. Ces évaluations font la liste des problèmes qui se posent, depuis une compréhension insuffisante, par le personnel de ces organismes, de ce qu'il faut entendre par « systématisation de la prise en compte des sexospécificités » pour leur travail, jusqu'à une « disparition quasi-totale des politiques », les engagements pris sur le papier n'étant jamais appliqués, en partie en raison d'un financement insuffisant de l'action menée en faveur de l'égalité des sexes¹¹. Il y a, en quelque sorte, un risque que l'harmonisation marginalise encore plus l'action menée en faveur de l'égalité entre les sexes s'il n'y a pas de moyens plus rigoureux de respecter l'obligation de rendre des comptes, et si des moyens de mesurer la performance de ces organismes d'aide ne sont pas appliqués à la façon dont les donateurs eux-mêmes s'attachent à promouvoir l'égalité entre les sexes. L'harmonisation de l'aide des donateurs suppose un niveau exceptionnel de consensus entre les parties prenantes au développement les plus diverses. Si la volonté de voir progresser une question telle que l'égalité entre les sexes s'essouffle ou devient inégale,

ou si encore la question suscite une vive résistance, alors elle risque d'être marginalisée dans l'intérêt du consensus. Pour que l'harmonisation ne marginalise pas plus encore l'action menée en faveur de l'égalité entre les sexes, il appartient aux donateurs de renouveler et de réaffirmer leurs engagements en faveur de l'égalité entre les sexes et tout particulièrement en engageant des fonds importants à cet effet.

La question de « l'harmonisation » est peut-être celle où il existe les plus larges possibilités d'introduire la problématique de l'égalité entre les sexes dans les évaluations qui sont faites de l'efficacité de l'aide. La Déclaration de Paris préconise l'adoption de méthodes harmonisées d'évaluation environnementale à long terme au niveau des secteurs et au niveau national, et reconnaît que « des efforts similaires d'harmonisation sont également nécessaires sur d'autres questions transsectorielles telles que l'égalité entre les sexes et d'autres questions thématiques » (article 42). Mais aucun indicateur n'est désigné pour suivre ces évaluations, et il est clair qu'il y a là une invitation à en proposer un, à l'intention des militants de l'égalité entre les sexes.

Gestion axée sur les résultats

Le suivi de l'aide axée sur les résultats au niveau du pays doit être effectué au moyen de cadres d'analyse transparents et vérifiables des performances obtenus par chaque pays. Ces cadres d'analyse comprennent un ensemble d'indicateurs qui permettent de suivre les progrès accomplis par rapport aux objectifs des stratégies nationales de développement et des programmes sectoriels. Les sources proposées pour ces cadres d'analyse sont notamment les matrices des politiques adoptées au niveau national ou encore les indicateurs retenus pour les DSRP.

La Déclaration de Paris recense les moyens à utiliser pour mesurer la gestion financière publique, apprécier les plans comptables, les systèmes d'audit, les systèmes de passation des marchés, les structures de résultats, la transparence et les capacités. Or, aucun de ces instruments d'analyse n'évoque de quelconques moyens de suivre l'égalité entre les sexes et l'équité sociale. Dans un récent document publié par le Secrétariat du Comité d'aide au développement de l'OCDE, le 3 août 2005, intitulé *Baselines and suggested targets for 12 indicators of Progress*¹², l'OCDE reconnaît les limites que présentent les indicateurs de mesure des « systèmes nationaux fiables », qui sont largement critiqués pour leur manque de transparence, d'objectivité et de fiabilité. Le même document indique : « Il a été convenu que la Banque mondiale serait invitée à tenir compte des préoccupations exprimées par les membres au sujet de la méthodologie, consignée dans le Cadre de développement intégré, pour

évaluer les stratégies nationales de développement, et en particulier au sujet de la nécessité de consulter les pays partenaires avant de procéder à ces évaluations. Les membres ont également proposé que les critères d'évaluation donnent la priorité à des questions telles que i) la participation des parties prenantes aux stratégies nationales de développement, ii) les corrélations avec les objectifs du Millénaire pour le développement et iii) une relation claire entre la Stratégie nationale de développement et les budgets à moyen terme ».

Évaluations de la performance d'un pays dans l'optique de l'aide

La Déclaration de Paris évoque trois ensembles d'indicateurs qui doivent être utilisés pour rendre opérationnelles les nouvelles modalités de l'aide :

- Les indicateurs qui reposent sur les processus de renforcement de l'appropriation nationale, d'harmonisation et d'alignement des apports d'aide et d'évaluation de son impact. Ces indicateurs ne traitent pas du contenu des priorités de développement.
- Les indicateurs qui mesurent la présence de « systèmes nationaux fiables » tels que l'Évaluation des politiques et des institutions d'un pays, de la Banque mondiale, et les évaluations au titre du Cadre de développement intégré. Ces indicateurs généralement privilégient les considérations de gestion économique et budgétaire au détriment des considérations d'équité sociale et d'équité entre les sexes.
- Les indicateurs qui évaluent les progrès au regard des stratégies nationales de développement et des programmes sectoriels, qui sont négociés au niveau national et élaborés avec les plans nationaux de développement et reflètent des priorités concurrentes.

Reconnaître les limites des indicateurs actuellement utilisés offre l'occasion d'intégrer l'égalité entre les sexes dans les indicateurs de bons résultats.

Il est possible d'introduire les indicateurs sexospécifiques dans les matrices de politiques des pays et dans les cadres d'analyse des stratégies de réduction de la pauvreté. Ces indicateurs devraient être conformes aux engagements consignés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, les objectifs du Millénaire pour le développement, le Programme d'action de Beijing et d'autres accords visant à éliminer les inégalités sociales.

Les données sectorielles ne doivent pas se borner aux taux de mortalité maternelle et aux taux de scolarisation par sexe, mais aussi mesurer plus complètement l'impact des dépenses et des recettes publiques sur la pauvreté et les possibilités d'emploi des hommes et des femmes, leur

participation politique et de nombreux autres aspects de la question. De plus, des indicateurs sexospécifiques peuvent être introduits dans la préparation des budgets, en particulier dans les formules de budgétisation qui reposent sur la performance et qui sont actuellement adoptées dans beaucoup de pays en développement dans le cadre de la réforme budgétaire. La budgétisation basée sur le résultat offre les possibilités d'intégrer des indicateurs sexospécifiques dans les indicateurs d'exécution du budget. Ces indicateurs sont intégrés dans le cycle budgétaire pour mieux faire correspondre les décisions de dépenses avec les priorités publiques. Les militants de l'égalité entre les sexes aux niveaux national et local peuvent mettre au point des systèmes et créer des capacités pour suivre de près la façon dont les stratégies nationales de développement et les programmes sectoriels répondent bien aux objectifs d'égalité entre les sexes.

Obligations redditionnelles mutuelles

Les donateurs et les gouvernements doivent se rendre mutuellement des comptes, et il faut pour cela des missions communes d'évaluation. L'accent est mis ici sur la mesure dans laquelle les donateurs et les bénéficiaires de l'aide restent attachés à la réalisation des priorités nationales en matière de dépenses et à la transparence et à la probité dans le versement, par les donateurs, des fonds, et leur utilisation au niveau national. L'obligation mutuelle de rendre des comptes ne pourra qu'améliorer la confiance entre donateurs et bénéficiaires de l'aide. Elle offrira aussi aux deux parties la possibilité de vérifier, dans leur partenariat, leur attachement à l'égalité entre les sexes. Pour que cela soit le cas, l'obligation de rendre des comptes doit être replacée dans un cadre plus large, celui de la responsabilité des autorités publiques, celle des donateurs ou celle du gouvernement des pays en développement, non pas seulement les uns envers les autres, mais à l'égard de leur propre société.

Les indicateurs spécifiques, mesurant cette responsabilité de l'impact sur l'égalité entre les sexes, des dépenses de développement nationales et locales, sont nécessaires pour que les organismes de contrôle et les groupes de la société civile puissent examiner de près la qualité et l'impact des décisions de dépenses. Ces indicateurs peuvent figurer dans un bilan annuel des résultats obtenus, dans l'optique des DSRP et des approches sectorielles, dans les rapports sur les dépenses publiques, dans l'analyse de l'incidence sur les bénéficiaires et dans des enquêtes collectives sur la fourniture des services publics, afin de constater l'impact de l'aide sur l'égalité entre les sexes.

La mesure dans laquelle l'information ainsi recueillie peut amener les citoyens à exiger de leur gouvernement qu'il améliore sa performance dépend bien entendu non seulement de la force du mouvement féministe national,

mais aussi de la qualité des systèmes nationaux de reddition de comptes. Ceux-ci, dans les pays en développement, sont souvent assez fragiles. En particulier, ils ne sont pas toujours prêts à répondre aux aspects sexospécifiques du mauvais usage qui peut être fait du pouvoir et des ressources publiques. Il se peut aussi que certains organismes de contrôle ne considèrent pas que l'égalité entre les sexes soit de leur ressort. D'autres organismes de contrôle peuvent être inaccessibles aux femmes, de sorte que le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et les chambres des comptes peuvent fort bien ne jamais avoir été exposés aux plaintes des femmes sur la façon dont elles sont exclues ou font l'objet d'une discrimination de la part des détenteurs du pouvoir¹³.

Dans de nombreuses situations, la fragilité des organismes nationaux de contrôle est compensée par la création de nouvelles possibilités, pour les acteurs publics, de consulter les associations. L'échange d'information s'en trouve amélioré et, en principe, cela offre la possibilité, pour le citoyen ordinaire, de dire son inquiétude devant les décisions publiques. En fait, la Déclaration de Paris engage les pays partenaires à renforcer le rôle de contrôle exercé par le parlement et à assurer une large participation des électeurs à la formulation et l'examen des stratégies nationales de développement. Renforcer le pouvoir de contrôle du parlement est certainement une bonne chose. Pour remédier à une éventuelle inaction face aux besoins des femmes, les commissions parlementaires, les élus, les groupes de l'opposition doivent pouvoir analyser la condition féminine dans leur participation. Une large participation à la formulation et à l'examen des politiques serait de même bienvenue. Cependant, trop souvent, cette participation se borne à une consultation unique, et cela ne saurait remplacer la constitution progressive de solides institutions de contrôle.

Les consultations qui ne donneraient pas aux participants une information suffisante (en particulier au sujet des dépenses publiques) ni des moyens de faire connaître leurs griefs et de susciter des enquêtes auront simplement pour effet de propager le désenchantement et le désengagement. En outre, trop souvent les groupes de la société civile n'ont pas les capacités d'analyse et le poids politique nécessaires pour soulever des questions vraiment critiques. La révision de l'approche sectorielle PROAGRI dans le secteur agricole au Mozambique, par exemple, a comporté la consultation nationale d'un large éventail de groupes sociaux, notamment les femmes travaillant dans les petites exploitations agricoles. Ces femmes souffrent de la limitation de l'accès des femmes à la terre, au crédit et aux marchés, et pourtant ces problèmes n'avaient jamais été soulevés durant les consultations¹⁴. Cet exemple montre assez que la charge de la preuve ne saurait reposer sur ceux qui ont le moins de possibilités de formuler des critiques au sujet des décisions de planification que prennent les puissants.

Pour que les systèmes publics de reddition de comptes soient sexospécifiques, il faut créer des capacités de déclencher des enquêtes sur les exclusions et les abus dont les femmes sont victimes. Les mandats des organismes de contrôle doivent être réexaminés et comporter, en bonne place, l'obligation de faire progresser l'égalité entre les sexes. L'information doit inclure une sensibilité à l'égard des priorités des femmes, et les citoyennes doivent être en mesure d'exiger des enquêtes sur les violations de leurs droits ou la méconnaissance de leurs besoins.

Les initiatives de ventilation des budgets par sexe sont l'un des moyens d'assurer que les systèmes de contrôle financier liés aux dépenses publiques aux différents niveaux de l'État sont plus nettement attentifs à la problématique de la condition féminine. Au niveau de la confection des politiques économiques, le programme tanzanien de création de réseaux de défense des femmes a utilisé son analyse des dépenses publiques et des dépenses à moyen terme pour montrer les liens entre les politiques suivies et les engagements de dépenses en faveur des femmes et des pauvres¹⁵. Cela lui permettra de mettre en évidence la mauvaise correspondance entre les priorités énoncées et les affectations effectives de crédit. Au niveau local, les initiatives de ventilation des budgets par sexe, dans trois États de l'Inde (Karnataka, Bengale occidental et Maharashtra) ont permis de mettre au point des méthodes novatrices pour s'assurer que les autorités locales rendent bien compte de la façon dont elles respectent les priorités des femmes. Certains succès ont été enregistrés : les conseils municipaux, les maires, sont plus attentifs aux préoccupations des femmes et des changements concrets ont été introduits dans la mise à la disposition des femmes de ressources, au niveau local. Au Karnataka, les élues locales ont réussi avec succès à convaincre le Chef comptable de Mysore de doubler les crédits affectés à une action en faveur des femmes et de réintroduire un régime d'assurance maladie au profit des femmes. Au Bengale occidental, les femmes qui sont membres du Conseil municipal sont amenées à interroger les administrations locales sur le bon enregistrement officiel des accords auxquels on parvient dans les conseils municipaux (panchayat) et sur la façon dont sont identifiés les bénéficiaires des programmes spéciaux de protection sociale en faveur de ceux qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté.

L'égalité des sexes et les systèmes de surveillance de l'efficacité de l'aide

Intégrer la question de l'égalité entre les sexes dans l'efficacité de l'aide suppose que les instruments, les capacités et les politiques économiques soient bien attentifs à cette question. Les partisans de l'égalité entre les sexes ont mis au point des instruments concrets, et

des stratégies pour vérifier que les politiques nationales, leur application et leur contrôle intègrent bien un souci prioritaire de l'égalité entre les sexes.

S'agissant de *la planification et du diagnostic*, l'expérience acquise en matière d'intégration d'une perspective sexospécifique dans les stratégies nationales de développement montre assez les lacunes qui persistent dans l'analyse du problème et les enseignements à en tirer pour une bonne intégration des droits des femmes. Les mécanismes nationaux de promotion de la femme, les réseaux et les institutions bilatérales et multilatérales de défense des droits des femmes ont mis au point des systèmes d'analyse sexospécifique des besoins de la population, et des moyens de réaliser des audits ventilés par sexe des dépenses publiques, de façon à faire apparaître les lacunes qui subsistent encore, dans le secteur public, dans la satisfaction des besoins populaires¹⁶. Il faut d'abord et surtout, bien entendu, inclure réellement, dans les débats sur le choix des politiques, les associations de femmes et plus généralement celles qui encouragent l'égalité entre les sexes. Ces associations doivent acquérir des capacités qui leur permettront de plaider la cause des femmes et de procéder à des analyses de bonne qualité des besoins des femmes et des inégalités entre les sexes.

S'agissant de *la mise en œuvre et du suivi*, la budgétisation ventilée par sexe est un instrument utile qui répond aux besoins d'une plus grande efficacité de l'aide sur le plan de l'égalité entre les sexes. Ces initiatives, dans le monde, ont bien montré que l'analyse sexospécifique et la formulation des budgets tenant compte de leurs effets sur les deux sexes peuvent, ensemble, donner des résultats très positifs. Ces initiatives présentent une méthodologie qui permet d'examiner les contributions, les activités, les produits et les impacts des politiques budgétaires, du double point de vue des dépenses et des recettes. L'expérience acquise par plusieurs pays montre les possibilités d'appliquer une analyse ventilée par sexe des dépenses et recettes budgétaires et d'en suivre l'évolution. Ces initiatives ont d'ailleurs amené une restructuration de certains services des ministères des finances qui désormais appliquent des mesures d'introduction d'une perspective sexospécifique dans l'établissement des budgets; on l'observe au niveau national au Maroc, en Égypte, en Inde et au Venezuela et au niveau local en Inde, au Népal, en Équateur et en Bolivie¹⁷. Au Maroc, cette transformation de la méthode de confection des budgets est illustrée par l'établissement du premier rapport économique et financier attentif à la question de l'égalité entre les sexes qui accompagne la Loi de finance de 2006. Ce rapport inclut un chapitre relatif à l'effet de la Loi de finance sur les deux sexes; il représente une référence permettant de mesurer, au moyen d'indicateurs budgétaires et de résultats, les progrès accomplis dans quatre ministères (les finances, la santé publique, l'éducation et l'agriculture).

L'aide acheminée par la modalité du concours budgétaire direct est habituellement appréciée au regard du DSRP et évaluée au moyen d'un cadre d'analyse du suivi qui lui est associé et qui utilise des indicateurs de pauvreté¹⁸. De ce fait, l'inclusion d'indicateurs sexospécifiques dans les matrices utilisées pour les DSRP est essentielle.

La nature transsectorielle des priorités en matière d'égalité entre les sexes peut poser des difficultés pour le suivi, mais on peut les résoudre en trouvant les indicateurs qui permettent de lier entre eux les différents engagements pris au niveau national. En Asie centrale, par exemple, UNIFEM a soutenu des efforts visant à assurer la cohérence entre les indicateurs utilisés pour les DSRP et les OMD et les indicateurs servant à suivre les progrès dans l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Programme d'action de Beijing. La planification de l'économie nationale peut ainsi être liée plus étroitement aux engagements détaillés pris en faveur de l'égalité des sexes et des droits des femmes¹⁹.

Les indicateurs de suivi de l'égalité entre les sexes peuvent être liés aux efforts que fait l'État pour mieux assurer l'exercice des droits des femmes. Les efforts menés au niveau régional à ce sujet sont consignés dans les travaux des commissions économiques et sociales des Nations Unies, en Amérique latine et en Afrique. La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, par exemple, a élaboré des indices de l'égalité entre les sexes qui permettent de mesurer les inégalités et de recenser les lacunes appelant une action supplémentaire de l'État²⁰. De tels efforts pourraient être approfondis en vue d'une intégration dans les mesures chiffrées qui permettent de déterminer si un pays est prêt à la mise en œuvre de nouvelles relations en matière d'aide. De cette façon, les progrès réalisés dans l'accomplissement des engagements souscrits en matière d'égalité entre les sexes (par exemple dans le cadre de la

Convention, etc.) peuvent être l'un des éléments déterminant l'admission d'un pays au bénéfice de nouvelles modalités et de nouveaux niveaux de l'aide.

Les liens entre *les politiques, les engagements de dépenses et la mise en œuvre effective* seront également renforcés par l'introduction de mesures chiffrées des résultats attentives à la question de l'égalité entre les sexes et d'incitations allant dans le même sens dans le secteur public et, dans certains cas, par un meilleur équilibre entre les sexes dans le personnel des prestataires de services. L'expérience acquise à ce jour en matière de réforme du secteur public est quelque peu limitée quant à la question de l'égalité entre les sexes, mais on peut tirer des enseignements de plusieurs innovations sectorielles, par exemple le programme de santé publique dans le nord-est du Brésil. Dans cet exemple, une nouvelle catégorie de personnel féminin, destiné à intervenir en première ligne, a été recruté et incité à mieux répondre aux besoins des femmes et des enfants, ce qui a entraîné une diminution remarquable du taux de mortalité infantile²¹. D'autres méthodes de création de capacités dans le secteur public, pour une meilleure mise en œuvre des objectifs d'égalité entre les sexes au niveau national, peuvent par exemple inclure l'intégration de ces objectifs dans les accords portant sur la coopération sectorielle et dans les codes de conduite²².

L'intégration de la problématique de l'égalité entre les sexes dans les *systèmes publics de reddition de comptes* suppose la promotion d'une plus grande justice entre les sexes par des réformes de la législation, par une lutte contre la corruption qui touche surtout les femmes et bien entendu par un renforcement des capacités de la société civile. Les défenseurs de l'égalité entre les sexes ont, de longue date, cherché à remédier aux carences sexistes de ces systèmes de reddition de compte, et les meilleurs résultats ont probablement été obtenus dans le domaine de la réforme de la législation.

Un programme d'action prospectif

Le débat sur la façon dont le programme d'action pour l'efficacité de l'aide peut être mis au service d'une accélération de la réalisation des engagements en matière d'égalité entre les sexes ne fait que commencer. Faire participer les femmes à ce débat, à tous les niveaux, dans les capitales et dans les collectivités locales, dans les ministères et dans les associations, est d'importance critique pour que l'objectif d'une appropriation nationale intégrale et d'un alignement avec des priorités nationales largement partagées soit bien atteint. La réunion d'UNIFEM et de l'Union européenne a permis de recenser plusieurs priorités initiales.

Parmi les mesures à prendre immédiatement figurent les suivantes :

Renforcement des capacités nationales

Les initiatives de création de capacités doivent remédier aux insuffisances de capacités en matière d'égalité entre les sexes — à la fois la capacité des groupes qui militent en faveur de l'égalité entre les sexes d'exprimer effectivement les priorités des femmes dans les décisions publiques et la capacité des institutions publiques de répondre au mieux aux besoins des femmes. Les mécanismes de promotion de la femme, et les associations qui luttent pour l'égalité entre les sexes, ont besoin de capacités d'analyse macroéconomique pour mener avec succès leur action. Les institutions du secteur public doivent se doter de capacités allant au-delà d'une simple formation de circonstance aux problèmes sexospécifiques. Les systèmes d'incitation, les mesures de la performance et les systèmes internes de reddition de comptes doivent être examinés pour veiller à ce qu'ils répondent mieux aux besoins des femmes, et la pertinence du problème de l'égalité entre les sexes pour une amélioration de la situation de fait doit être bien montrée au personnel.

Données ventilées par sexe et diffusion ciblée

Une analyse sexospécifique de grande qualité et une action efficace de création de capacités sexospécifiques nécessitent des données de qualité sur les disparités entre les sexes aux niveaux social, économique et politique. Les nouvelles modalités de l'aide offrent aux donateurs et aux gouvernements la possibilité d'investir sérieusement dans des mesures visant à améliorer la capacité des systèmes nationaux de collecte de données de réunir et de diffuser des données ventilées par sexe. Les organisations de la société civile peuvent compléter cette action en offrant une information comparée ou même concurrente sur des questions précises et peuvent être particulièrement utiles en complétant concrètement les données quantitatives par des matériaux à caractère qualitatif. Les données doivent être diffusées de façon à être facilement accessibles aux parties intéressées, notamment aux

personnes ayant un faible niveau d'instruction, et doivent être communiquées dans les réunions de nombreuses parties prenantes pour faciliter le débat sur les politiques à choisir — dans les instances créées par exemple pour les approches sectorielles, le processus des stratégies pour la réduction de la pauvreté et les instances locales.

Indicateurs sexospécifiques de performance

L'absence d'indicateurs attentifs à la problématique de l'égalité entre les sexes pour la mesure chiffrée de l'efficacité de l'aide soulève une question : va-t-on mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des priorités de développement ou simplement mesurer les processus de gestion, la compatibilité de l'apport d'aide et la performance économique? Il n'est pas trop tard pour s'assurer de l'inclusion d'indicateurs de performance de l'aide qui mesurent expressément les progrès vers l'égalité entre les sexes et il est essentiel de le faire car, tout simplement, ce que l'on mesure tend à être ce qu'on accomplit. De tels indicateurs peuvent s'ajouter aux matrices de politique nationale et aux rapports annuels d'activité préparés pour les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Au niveau des modalités de l'aide en amont, la possibilité la plus prometteuse, actuellement, d'adoption d'un tel indicateur concerne la rubrique de l'harmonisation de l'action des donateurs — où il a été convenu que des efforts d'harmonisation doivent être menés sur des questions transsectorielles telles que l'égalité entre les sexes.

Soutien à la fonction de reddition de comptes de la société civile

Le concours budgétaire direct doit être complété par un financement, indépendant, de la société civile pour que celle-ci puisse poursuivre son rôle et acquière une relative autonomie dans la surveillance des politiques publiques, la promotion de la responsabilité financière et l'action en faveur de la justice sociale et de la fin des discriminations. Actuellement, certaines corbeilles

de financement offrent bien des mécanismes de financement du mouvement associatif – par exemple, au Kenya, une « caisse pour la promotion de la femme et la bonne gouvernance » achemine des fonds à des groupes de la société civile. Mais certains observateurs estiment que cela astreint les bénéficiaires de ce financement à jouer un rôle de prestataire de services et en outre exclut, en fait, les petites organisations ou celles qui sont toutes nouvelles²³. Ainsi, rien ne saurait remplacer un accès indépendant de la société civile à une aide financière extérieure si l'on veut que la société civile préserve et développe son rôle de contrôle sur l'État. L'innovation institutionnelle nécessaire pour permettre aux associations de contrôler aussi bien que possible les actions de l'État est également nécessaire. Cette innovation doit inclure des mesures tendant à améliorer l'accès des groupes de la société civile à des systèmes formels publics de reddition de comptes qui leur sont normalement inaccessibles. Des mesures telles que des auditions publiques locales sur les dépenses consacrées au développement, des décisions de justice dans l'intérêt public et la participation aux enquêtes menées par les commissions parlementaires, ou encore le droit d'offrir des informations et des témoignages sont autant de mesures qui permettent d'améliorer considérablement la contribution de la société civile à un contrôle de l'action des autorités²⁴.

Préciser les obligations de rendre des comptes des pays donateurs et des pays bénéficiaires en matière de promotion des droits des femmes

Dans les enceintes nationales, régionales et internationales, les pays donateurs et les pays bénéficiaires ont souscrit l'engagement de promouvoir les droits des femmes. Ils doivent rendre compte de ces engagements et pour cela les systèmes de contrôle doivent être affinés, pour mieux suivre leur performance dans la promotion des droits des femmes; au-delà des systèmes de contrôle interne, c'est tout un ensemble assez large d'acteurs qui doit participer à un examen attentif des politiques comme des décisions de dépenses. Si les femmes ne parviennent pas à se faire entendre dans leur pays, des mécanismes régionaux et internationaux doivent s'attacher à créer des capacités et à renforcer le pouvoir politique des groupes qui, dans le pays, luttent pour l'égalité entre les sexes; dans l'intervalle, ces mécanismes doivent promouvoir l'obligation de rendre des comptes. Il faut aider les systèmes publics nationaux de reddition de comptes à se doter de la capacité de suivre, dans les décisions publiques, la question de l'égalité entre les sexes, en révisant éventuellement les mandats, les incitations, les systèmes opératoires et les systèmes d'information, et en améliorant l'accès, pour les citoyens ordinaires, aux institutions publiques de reddition de comptes.

Notes

¹ Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : <http://www.aidhar-monization.org/ah-overview/secondary-pages/editable?key=205>; Déclaration de Rome sur l'harmonisation de l'aide <http://www.aidharmonization.org/ah--overview/secondary-pages/why-RomeDeclaration>.

² La réunion intitulée « *L'appropriation du développement : promouvoir l'égalité entre les sexes dans les nouvelles modalités de l'aide et les nouveaux partenariats* » a rassemblé des représentants des gouvernements de pays en développement et de pays développés, notamment de leurs ministères du plan, de la condition féminine ou des finances, des organisations de femmes, des organisations régionales, des organismes bilatéraux et multilatéraux d'aide au développement — notamment l'OCDE et la communauté européenne ainsi que des organismes des Nations Unies. On trouvera un complément d'information sur cette consultation ainsi que des documents de référence à l'adresse suivante : <http://www.unifem.org/news events/event detail.php?Event ID=31>.

³ Remontant à mars 2002, les Accords de Monterrey sur le financement du développement tentaient de résoudre les problèmes de financement du développement pour atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international (c'est-à-dire les OMD). On trouvera, sur le Consensus de Monterrey, un complément d'information à

l'adresse suivante : http://www.un.org/esa/sustdev/documents/Monterrey_Consensus.htm.

⁴ Painter, G, 2004, 'Gender, the Millennium Development Goals and Human Rights in the context of the 2005 Review Process', Projet de rapport sur le réseau GAD, commandé par la coopération britannique (DFID).

⁵ Les travaux sur cette question sont nombreux; voir par exemple : Caroline Moser, 1989, 'Gender Planning in the Third World', World Development vol. 17, No 11; Shirin M. Rai (dir. de publ.), 2003, *Mainstreaming Gender, Democratizing the State? Institutional Mechanisms for the Advancement of Women*, Manchester: Manchester University Press; Kathleen Staudt (dir. de publ.), 1997, *Women, International Development, and Politics: The Bureaucratic Mire*, Philadelphie : Temple University Press, 2e édition.

⁶ Mpagi, Sanyu Jane, 2005, 'The National Development Policy Process - Opportunities for Engagement: A Case of Uganda', document établi pour la consultation UNIFEM-Communauté européenne intitulée « *L'appropriation du développement : promouvoir l'égalité entre les sexes dans les nouvelles modalités de l'aide et les nouveaux partenariats* », 9-11 novembre, Bruxelles (Belgique); Van Dienen, A. et J. Yates, 2005, 'Gender Mainstreaming in the Context of Poverty Reduction Strategies and Budget Support — the Case of Uganda'.

⁷ Groupe de travail du Comité d'aide au développement sur l'égalité entre les sexes, 2001, 'Rapport sur l'atelier

consultatif sur l'égalité entre les sexes dans les approches sectorielles', La Haye, 22-23 février 2001 http://www.min-buza.nl/default.asp?CMS_TCP=tcpPrintMinBuza2&CMS_ITEM=MBZ424146&CMS_PBG=48D3D7BF69B44A1BA72EDB74C62A4450X1X32401X31; Groupe de travail du Comité d'aide au développement sur l'égalité entre les sexes, CAD-OCDE, 2002, 'L'égalité entre les sexes dans les approches sectorielles : Manuel de référence', Paris, OCDE, <http://www.oecd.org/dataoecd/24/17/1956174.pdf>.

⁸ Waterhouse, Rachel et Charlie Sever, 2005, 'Gender Mainstreaming in Development Cooperation Ireland: Country Strategy Papers', et <http://www.dci.gov.ie/uploads/gender%20mainstream-ing%20in%20csp.doc>; page 10.

⁹ Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, 2005 *Rapport sur les femmes et le développement : 10 ans après Beijing*, chapitre 13 [http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/\(httpAuPages\)/E0CCDA6F0D9651CFC1256FB1004AA6E8?OpenDocument&panel=additional](http://www.unrisd.org/unrisd/website/document.nsf/(httpAuPages)/E0CCDA6F0D9651CFC1256FB1004AA6E8?OpenDocument&panel=additional)

¹⁰ Par exemple : Mikkelsen et al., 2002, 'Mainstreaming Gender Equality: Sida's support for the promotion of gender equality in partner countries', Sida Evaluation Report 02/01; Watkins, Francis, 2004: 'Evaluation of DFID Development Assistance: Gender Equality and Women's Empowerment: DFID's Experience of Gender Mainstreaming 1995 to 2004', DFID, Londres; PNUD, Bureau de l'évaluation (2006), 'Evaluation of Gender Mainstreaming in UNDP', New York.

¹¹ Europe External Policy Advisors, 2005, *Accountability Upside Down: Gender equality in a partnership for poverty eradication*, Bruxelles (Belgique).

¹² Secrétariat du CAD-OCDE, 2005, 'Baselines and suggested targets for the 12 Indicators of Progress — Paris Declaration on Aid Effectiveness', Paris, (DAC/CHAIR (2005) 12/REV1): <http://www.oecd.org/dataoecd/45/46/35230756.pdf>.

¹³ Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, op. cit., Goetz, A.M. et R. Jenkins, 2005, *Reinventing Accountability — Making Democracy Work for the Poor*, Palgrave, Londres (R.-U.), Chapitre 7.

¹⁴ Waterhouse et Sever, op.cit., 8.

¹⁵ Rusimbi, M. et J. Mzingi, 2003, 'Influencing Macroeconomic Processes in Tanzania', Gender and Development In Brief 12, mars 2003,

<http://www.bridge.ids.ac.uk/dgb12.html>.

¹⁶ Rai, Shirin (dir. de publ.), 2002, *Advocacy Administration for Gender Equity*, New York (É.-U.), UN Publishers.

¹⁷ Sur le Maroc, voir l'adresse suivante http://www.finances.gov.ma/actualite/pdf/communiqu%C3%A9_m_fr.pdf; on trouvera des informations sur les budgets ventilés par sexe, par pays, à l'adresse suivante : www.gender-budgets.org.

¹⁸ Driscoll K. et D. Booth, 2005, 'Progress reviews and performance assessment in poverty-reduction strategies and Budget Support: A survey of current thinking and practice', ODI, Royaume-Uni, mai 2005 http://www.odi.org.uk/publications/reports/JICA_report_web.pdf.

¹⁹ 'En Route To Equality: A Gender Review of National MDG Reports', août 2005, <http://www.undp.org/gender/docs/en-route-to-equality.pdf>.

²⁰ The African Gender and Development Index (AGDI), octobre 2004

http://www.uneca.org/fr/acgd/en/1024x768/en_home/en_new/Leaflet%20AGDI.doc.

²¹ Tendler, J. et S. Freedheim, 1994, 'Trust in a rent-seeking society: health and government transformed in northeastern Brazil', *World Development* 22, No 12.

²² Waterhouse et Sever, op. cit., 10.

²³ Exposé du Bureau d'UNIFEM à Nairobi à la Conférence tenue à Bruxelles par UNIFEM et la Communauté européenne, intitulé 'L'appropriation du développement : promouvoir l'égalité entre les sexes dans les nouvelles modalités de l'aide et les nouveaux partenariats', http://www.unifem.org/news_events/event_detail.php?EventID=31.

²⁴ Bien souvent, les associations n'ont pas la capacité ou l'idée qu'elles sont tout à fait fondées à exiger de tenir compta- bles de leur action les autorités publiques. Pour amener les associations à créer cette capacité et avoir cette idée de leur rôle, des investissements sont nécessaires. On peut citer en exemple la tentative faite par UNIFEM et par le PNUD dans certains pays de la Communauté des États indépendants et autres pays d'Europe orientale en transition tendant à renforcer les capacités des groupes de femmes d'exiger une meilleure application de la législation nationale sur l'égalité entre les sexes.



Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
304 East 45th Street 15th Floor
New York, NY 10017 (É.-U.)

Téléphone : +1 212-906-6400
Télécopie : + 1 212-906-6705
www.unifem.org

Contact : Nisreen Alami, nisreen.alami@unifem.org ou
Anne-Marie Goetz, anne-marie.goetz@unifem.org